

POPULATION ET CAPITAL HUMAIN EN EGYPTE À L'HORIZON 2050

Anne Goujon, Huda Alkitkat

L'Harmattan | « Confluences Méditerranée »

2010/4 N°75 | pages 33 à 47

ISSN 1148-2664

ISBN 9782296131637

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2010-4-page-33.htm>

Pour citer cet article :

Anne Goujon, Huda Alkitkat « Population et capital humain en Egypte à l'horizon 2050 », *Confluences Méditerranée* 2010/4 (N°75), p. 33-47.
DOI 10.3917/come.075.0033

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Anne Goujon et Huda Alkitkat

Anne Goujon est chercheur, Vienna Institute of Demography (VID), Académie des Sciences Autrichiennes et Programme Population Mondiale, International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA), Autriche.
Huda Alkitkat est chercheur, Centre d'information et d'aide à la décision (IDSC) du Cabinet ministériel, Egypte.

Population et capital humain en Egypte à l'horizon 2050

L'Egypte est aujourd'hui confrontée au défi d'une population croissante dont les moyens de subsistance à venir ne pourront être assurés que par le développement rapide des secteurs industriels et des services pour lesquels le développement du capital humain constituera un préalable nécessaire. Après avoir analysé les tendances démographiques du pays, cet article explore sous la forme prospective les scénarios jusqu'en 2050.

L'Egypte fait aujourd'hui face à un défi démographique dont les implications écologiques et économiques sont graves, sans parler de leurs répercussions sociales et politiques évidentes. Sa population, lorsque Bonaparte débarqua à Alexandrie le 1^{er} juillet 1798 n'excédait pas 3 millions d'habitants. Cent ans plus tard, elle était passée à 10 millions et à la veille de l'arrivée de Nasser au pouvoir en 1950 elle atteignait 21 millions. Aujourd'hui, en 2010, l'Egypte compte plus de 80 millions d'habitants¹, sans compter les expatriés. Si un taux de croissance annuel de 2,3 % entre 1950 à 2010 n'a rien d'exceptionnel en soi dans la région – Israël, la Syrie, la bande de Gaza et surtout la Jordanie ont « fait mieux » –, l'Egypte était dès les années 50 voire depuis la Première Guerre mondiale perçue comme surpeuplée. Or, aujourd'hui encore c'est le seul pays d'Afrique du Nord

auquel certaines projections démographiques prêtent le pouvoir de doubler sa population dans les 50 ans à venir², dans un environnement où les ressources en eau et le potentiel de développement agricole sont fortement contraints. Ceci en dépit du fait, comme le montrait Y. Courbage l'année de la Conférence du Caire sur la Population et le Développement³, que les gouvernements égyptiens successifs depuis Nasser ont constamment fait preuve – au moins dans leurs dires – de volontarisme quant à la politique démographique. Or, le principal instrument de cette politique, le contrôle de la fécondité, a été très peu affecté. La politique nationale de population sous l'égide du président Moubarak prévoit d'abaisser la fécondité de 3 enfants par femme en 2008 à 2,1 enfants d'ici à 2017. Dans l'hypothèse – peu probable à nos yeux – où cela resterait envisageable, il faudrait malgré tout compter pour les décennies à venir sur une forte croissance en raison de l'effet de l'inertie démographique (traduction de la croissance démographique passée et présente qui engendrera inévitablement une forte concentration d'Égyptiens en âge de procréer). L'une de ses conséquences sera une augmentation irrésistible de la force de travail. Cette « masse à salarier » devra, comme elle a commencé à le faire, se diriger vers d'autres secteurs d'occupation que l'agriculture, tels que l'industrie et les services, pour lesquels l'éducation de la population jouera un rôle-clé.

L'Égypte est en ce début de siècle le pays dont la population en âge de travailler est la plus instruite de la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, au moins en termes quantitatifs. Toutefois, la composition éducative de la population souffre de nombreux déséquilibres, dus au fait que l'expansion de l'instruction n'est pas allée de bas en haut, mais s'est d'abord effectuée aux niveaux supérieurs du secondaire et du troisième degré avant de se diffuser vers l'éducation de base. En 2006, le recensement dévoilait une société égyptienne écartelée avec d'un côté 30 % d'analphabètes et 12 % sachant lire et écrire sans avoir complété les 6 ans d'éducation primaire et, d'un autre côté, 38 % ayant une éducation supérieure (secondaire ou tertiaire). Par ailleurs, l'éducation des femmes, l'un des chaînons manquants pour une augmentation de la productivité du travail, demeure lacunaire : En 2006, 42 % de la population féminine de plus de 15 ans était analphabète.

Autre problème majeur de l'éducation : la plupart des diplômés proviennent des sciences humaines et sociales, littérature, droit, religion etc. puisqu'ils représentent plus de 70 % de tous les étudiants à l'université⁴. Bien que l'Égypte semble avoir un avantage concurrentiel pour ses exportations, elle ne semble pas réaliser son plein potentiel,

en partie parce qu'elle ne peut compter sur une main-d'œuvre qualifiée, comme le montre l'indice de compétitivité mondiale où l'Egypte arrive loin derrière d'autres pays de la région comme la Tunisie⁵.

Le gaspillage de ressources humaines y est donc effarant. De fait, les taux de chômage sont particulièrement élevés chez les diplômés de l'enseignement supérieur depuis le début des années 1990⁶, tout particulièrement parmi les nouveaux entrants sur le marché du travail⁷. De plus, la participation des femmes à l'économie et l'emploi des diplômées restent faibles. La situation découle d'un cercle vicieux : les niveaux de scolarité de la population sont trop faibles pour guider l'Egypte sur la voie du développement et empêchent par là même ceux qui sont instruits de trouver l'emploi nécessaire⁸.

Nous montrerons les caractéristiques démographiques et éducatives à l'aube du 21^e siècle et à l'aide de projections, nous étudierons les futurs potentiels de ce pays.

Les tendances démographiques et leurs corollaires

Nous analysons dans cette section les principales tendances démographiques en termes de population, de fécondité et d'éducation. Dans la mesure du possible, notre analyse portera sur les quatre principales régions – Gouvernorats urbains, Basse-Egypte, Haute-Egypte, et Gouvernorats frontaliers – dont le développement démographique différencié fait partie des défis que l'Egypte devra relever.

Sans même tenir compte des quelque 6 millions d'émigrés⁹, la population de l'Egypte représente un quart de la population du monde arabe. La majeure partie du pays est inhabitée, 95 % de la population étant regroupée sur 5,5 % de la surface, dans le delta et la vallée du Nil, sur les zones côtières et dans les gouvernorats du nord. L'Egypte est un pays à forte croissance démographique puisque la population a plus que triplé entre 1950 et 2010. Aujourd'hui, le taux de croissance de la population demeure très élevé – 1,8 à 2,6% annuellement selon les estimations – et manifeste peu de tendances à la baisse. À l'heure actuelle, la plupart de l'augmentation provient des gouvernorats ruraux de Basse et Haute-Egypte, ainsi que des gouvernorats frontaliers. Signalons enfin que les zones rurales en Egypte sont parmi les plus densément peuplées au monde¹⁰.

Tableau 1. Population totale et répartition de la population par région, et taux moyen de croissance annuelle intercensale, 1976-2006. Source : Recensements de la population

| Pays/Régions | Population totale (millions), proportion de la population par régions (%) et croissance démographique annuelle intercensale (%) | | | | | | |
|--------------------------|---|-----------------------------|--------|-----------------------------|--------|-----------------------------|--------|
| | 1976 | Croissance annuelle 1976-86 | 1986 | Croissance annuelle 1986-96 | 1996 | Croissance annuelle 1996-06 | 2006 |
| Population totale | 36,8 | 2,7 % | 48,3 s | 2,1 % | 59,3 | 2,0 % | 72,8 |
| Gouv. urbains | 21,3 % | 2,1 % | 20,2 % | 1,3 % | 18,6 % | 1,6 % | 18,0 % |
| Basse-Egypte | 43,1 % | 2,8 % | 43,2 % | 2,2 % | 43,5 % | 1,9 % | 43,0 % |
| Haute-Egypte | 34,5 % | 3,0 % | 35,4 % | 2,4 % | 36,5 % | 2,4 % | 37,2 % |
| Gouv. frontaliers | 1,1 % | 3,2 % | 1,2 % | 3,8 % | 1,4 % | 4,6 % | 1,8 % |

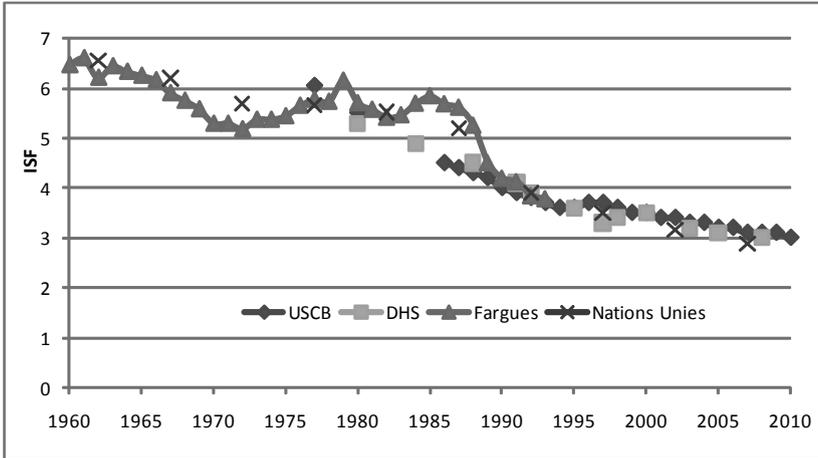
En 2006, près de 18 % de la population égyptienne vivait dans les gouvernorats urbains comprenant Le Caire, Alexandrie, Port-Saïd, et Suez. Le Caire abritait 11 % de la population totale avec une densité dépassant les trente mille habitants au km². Le Grand Caire (Le Caire, Giza, Qalyubiya) et Alexandrie représentaient plus de 50 % de la population urbaine¹¹. Les quatre derniers recensements montrent que la région de la Basse-Egypte est légèrement plus peuplée que la Haute-Egypte (43 % contre environ 37 % en 2006) mais cette dernière de par sa croissance démographique élevée s'en rapproche indubitablement. La région frontalière peu peuplée (1 % de l'ensemble) subit également une forte croissance démographique.

Une fécondité qui baisse mais qui demeure élevée

La fécondité a suivi une courbe très atypique marquée par des accélérations et des ralentissements difficilement explicables¹². En fait, il y a eu deux phases principales dans le déclin de la fécondité (voir Figure 1). La baisse a été très rapide sous Nasser entre 1965 et 1970 – on est passé d'un peu plus de 6 enfants par femme à 5 enfants par femme sur un pas de temps très court –, avant de ralentir et même de s'inverser par la suite. Puis de nouveau, l'indice synthétique de fécondité (ISF) a diminué en passant de 5,9 enfants par femme (1985) à 3,3 (1995-1997), la conséquence de changements structurels au sein de la société tels que l'augmentation du niveau d'éducation des femmes, mais aussi de la détérioration de la situation économique globale¹³. Entre 1995 et 2008, la baisse s'est ralentie, et deux enquêtes DHS¹⁴ ont même indiqué une

augmentation de l'ISF entre 1998 et 2000, largement discutée dans la littérature¹⁵ et montrant que la stagnation s'est principalement produite parmi les femmes de statut moyen ou élevé (éducation, revenu), alors que la fécondité des femmes à faible statut a continué de diminuer, principalement grâce au retard de l'âge au premier mariage.

Figure 1. Estimations de l'ISF en Egypte¹⁶



Les dernières enquêtes DHS (2003, 2005 et 2008) montrent aussi un rythme plus lent de baisse. L'ISF en 2008 dépasse 3 enfants par femme, ce qui est beaucoup, même à l'aune des pays arabes notamment ceux du Maghreb où la fécondité oscille selon le pays entre 2 et 2,3 enfants.

Au plan régional, (tableau 2) la fécondité a reculé en Haute-Égypte, région où elle demeure toutefois la plus élevée, surtout en zone rurale, où l'ISF est passé de 6,2 en 1980 à 3,6 en 2008. Dans d'autres régions, le déclin de l'ISF a marqué une pause entre 1995 et 2000, puis entre 2005 et 2008, comme observé au plan national, particulièrement au niveau des gouvernorats urbains.

Tableau 2. ISF en Egypte, selon la région et le lieu de résidence, 1988-2008.*Sources : DHS*

| Pays/Régions/Lieu de résidence | ISF | | | | | |
|--------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| | 1988 | 1992 | 1995 | 2000 | 2005 | 2008 |
| Egypte | 4,4 | 3,9 | 3,6 | 3,5 | 3,1 | 3,0 |
| Gouv. urbains | 3,0 | 2,7 | 2,8 | 2,9 | 2,5 | 2,6 |
| Basse Egypte | 4,5 | 3,7 | 3,2 | 3,2 | 2,9 | 2,9 |
| Urbain | 3,8 | 2,8 | 2,7 | 3,1 | 2,7 | 2,6 |
| Rurale | 4,7 | 4,1 | 3,5 | 3,3 | 3,0 | 3,0 |
| Haute Egypte | 5,4 | 5,2 | 4,7 | 4,2 | 3,7 | 3,4 |
| Urbaine | 4,2 | 3,6 | 3,8 | 3,4 | 3,1 | 3,0 |
| Rurale | 6,2 | 6,0 | 5,2 | 4,7 | 3,9 | 3,6 |
| Gouv. frontaliers | - | - | - | 3,8 | 3,3 | 3,3 |

L'éducation est avec le lieu de résidence la caractéristique qui différencie le plus la fécondité¹⁷. Le tableau 3 montre la fécondité par niveaux d'éducation à travers les enquêtes couvrant la période 1988-2008. Il révèle qu'effectivement, conformément au paradigme de la transition démographique, les femmes les plus instruites mettent moins d'enfants au monde. Il révèle aussi que l'écart de fécondité par niveau d'instruction a diminué rapidement avec l'augmentation de celui-ci, cette convergence étant aussi conforme à la théorie.

Toutefois celle-ci est sérieusement remise en cause par le niveau actuel de fécondité où s'opère la convergence, c'est-à-dire à trois enfants par femme, soit à près de 50% de plus que le taux de remplacement de 2,1 enfants. Plus étonnant encore, la fécondité des femmes ayant une instruction secondaire et supérieure, normalement les pionnières d'un ralentissement de la fécondité, a été plus ou moins constante au cours des 20 dernières années, oscillant autour de trois enfants. Le Cairo Demographic Centre¹⁸ montre que la préférence pour des descendants mâles et la pression communautaire sont les principales raisons invoquées par les femmes instruites pour justifier leur désir d'avoir trois enfants. Nous y ajouterons deux facteurs d'ordre structurel : d'une part, les taux de chômage élevés (40% en 2009) des femmes avec une instruction au-delà du secondaire accroissent leur disponibilité ; d'autre part, les emplois offerts aux femmes dans la fonction publique sont destinés le plus souvent à des femmes instruites tandis que la souplesse et la garantie des statuts leur permet d'assumer une fécondité élevée.

Tableau 3. La fécondité par niveau d'instruction, 1988-2008.Source : *Plusieurs DHS*

| Niveau d'instruction | ISF | | | | | |
|---|------|------|------|------|------|------|
| | 1988 | 1992 | 1995 | 2000 | 2005 | 2008 |
| Sans instruction | 5,4 | 5,0 | 4,6 | 4,1 | 3,8 | 3,4 |
| Primaire incomplet | 4,8 | 4,0 | 3,7 | 3,8 | 3,4 | 3,2 |
| Primaire complet/ Secondaire incomplet | 3,6 | 3,0 | 3,1 | 3,4 | 2,9 | 3,0 |
| Secondaire complet/Supérieur | 3,2 | 2,9 | 3,0 | 3,2 | 3,0 | 3,0 |
| Total | 4,4 | 3,9 | 3,6 | 3,5 | 3,1 | 3,0 |

Des inégalités éducatives qui régressent

Bien que l'éducation soit érigée en priorité absolue, les résultats sont décevants. L'analphabétisme est encore répandu, dépréciant les niveaux d'instruction de la population active. Comme le tableau 4 le montre, il y a bien une bipolarisation croissante de la population entre deux grands groupes d'instruction, celui des personnes qui n'ont reçu peu ou aucune éducation, et celui des personnes qui ont reçu un enseignement secondaire et supérieur. En 2006, 30 % des Egyptiens étaient donc analphabètes quand 38 % avaient une éducation supérieure. Certes, le taux d'analphabétisme a diminué puisqu'il est passé de 71 % en 1960 à 30 % en 2006. Mais en raison de la croissance démographique, le nombre d'analphabètes a augmenté en valeur absolue au cours des 30 dernières années et l'on comptait en 2006 près de 17 millions d'analphabètes, principalement en zone rurale, tandis que du point de vue régional, c'est en Haute-Egypte que l'analphabétisme sévit le plus.

Tableau 4. Niveaux d'instruction de la population âgée de 10 ans et plus, 1960-2006¹⁹

| | Analphabète | | | Sait lire et écrire | | | Intermédiaire et moins | | | Secondaire et plus | | |
|------|-------------|-------|-------|---------------------|-------|-------|------------------------|-------|-------|--------------------|-------|-------|
| | Homme | Femme | Total | Homme | Femme | Total | Homme | Femme | Total | Homme | Femme | Total |
| 1960 | 58 | 85 | 71 | 32 | 12 | 22 | 2 | 1 | 2 | 8 | 3 | 5 |
| 1976 | 43 | 73 | 57 | 29 | 13 | 21 | 17 | 9 | 13 | 12 | 5 | 9 |
| 1986 | 38 | 63 | 50 | 24 | 15 | 20 | 17 | 12 | 14 | 21 | 11 | 16 |
| 1996 | 29 | 50 | 39 | 23 | 15 | 19 | 20 | 16 | 18 | 29 | 20 | 24 |
| 2006 | 22 | 37 | 30 | 13 | 11 | 12 | 21 | 18 | 19 | 42 | 32 | 38 |

L'évolution par sexe, au cours des 30 dernières années, montre que le taux d'analphabétisme des femmes de plus de 10 ans a décliné de 73 % à 37 % de 1976 à 2006 et celui des hommes de 43 à 22 %. Toutefois, même si des progrès ont été accomplis, force est de constater que l'écart entre sexes n'a guère changé. Les femmes, surtout, affrontent donc encore un obstacle à leur entrée dans l'enseignement primaire, même si celui-ci est obligatoire, comme le montre le fait que plus d'un cinquième des jeunes filles de 15 à 19 ans étaient analphabètes en 2006.

Néanmoins, la majorité de ceux qui sont entrés à l'école atteindront l'enseignement secondaire ou supérieur. L'accroissement des niveaux de scolarité au fil du temps est visible dans les cohortes d'âge. Du fait de l'amélioration de l'instruction des femmes, l'écart entre sexes a diminué pour les cohortes les plus jeunes, surtout chez les moins de 35 ans. En mettant de côté les personnes sans instruction, la différence de niveau de scolarité entre les cohortes de femmes et d'hommes âgées de 20 à 24 ans était négligeable en 2006.

Le chômage : plaie des jeunes égyptiens diplômés

Au fil des recensements, le taux d'activité de la population de plus de 15 ans a augmenté de 36 % en 1976 à 44% en 2006. Si l'activité féminine a particulièrement progressé, en passant de 6,6 % en 1976 à 16 % en 2006, elle n'en reste pas moins marginale.

Le chômage est un problème récurrent. Si le taux de chômage de 8,9 % en 2009 semble relativement modéré, parce que le sous-emploi n'est pas compris, il est particulièrement aigu pour les jeunes (18-29 ans) et pour ceux qui ont un niveau d'instruction secondaire ou supérieur. Le taux de chômage des 18-29 ans est estimé à 12 % pour les hommes et 33 % pour les femmes. Il est élevé chez les jeunes hommes et femmes détenteurs d'un diplôme postsecondaire avec respectivement 50% et 80 %²⁰.

Ce taux de chômage élevé qui constitue à la fois un symptôme du sous-développement et un frein au développement, s'explique par trois facteurs. La première raison et la principale tient au fait que la croissance démographique a été supérieure à la croissance dans les secteurs à fort potentiel d'emploi, tels que le bâtiment, l'industrie, les services et le tourisme²¹. D'autre part, le ralentissement de l'emploi public pèse sur l'emploi, bien que le gouvernement demeure un employeur important (26 % de tous les emplois en 2008). Enfin, l'émigration vers

les pays producteurs de pétrole s'est ralentie depuis que de nombreux émigrants sont rentrés dans les années 1990 après la première guerre en Irak, ce qui n'a pas été sans conséquence sur l'emploi mais aussi sur les envois de fonds que les travailleurs migrants rapatrient au pays. A ce sujet, il faut quand même signaler que l'Egypte reste malgré tout le premier pays du monde arabe en matière de transferts de fonds de ses ressortissants vivant à l'étranger, évalués à 9,5 milliards de dollars en 2008, soit 6 % du produit intérieur brut²².

Scénarios et incidences à l'horizon 2050

L'analyse développée ci-dessus offre une représentation de la société égyptienne au début du 21^e siècle avec d'un côté une forte croissance démographique alimentée par une fécondité élevée, et de l'autre une population segmentée en deux groupes : ceux qui sont peu instruits, composés majoritairement de femmes, et ceux ayant bénéficié d'une instruction supérieure souffrant d'un chômage endémique, là encore touchant principalement les femmes. Or, pour compenser ses contraintes naturelles – terres arables, pauvreté du sous-sol en hydrocarbures, etc., – l'Egypte devra disposer d'une main-d'œuvre certes abondante mais surtout hautement qualifiée. Elle pourra ainsi bénéficier de l'atout démographique alors qu'elle fut surtout victime de sa croissance démographique par le passé. Les taux de dépendance, exprimant le nombre de personnes inactives parce que trop jeunes ou trop âgées pour travailler à la charge de chaque individu en âge de travailler, baisseront. Et ce qu'on qualifie de « fenêtre démographique d'opportunité » où tous les facteurs démographiques contribuent à une amélioration sociale et économique, sera particulièrement favorable pendant la première moitié du XXI^e siècle. Pourtant, cela ne se réalisera que si le pays forme sa jeune population. D'où l'importance d'une analyse prospective que nous développons par des projections de la population par niveau d'éducation. Ainsi trois scénarios se dégagent :

– Le scénario « constant » : Il s'agit du scénario de référence. La fécondité, la mortalité, la migration et la transition éducative (passage d'un niveau éducatif au suivant pendant les âges de scolarité) sont maintenues au niveau observé au début du siècle. Seules les différences de niveau d'instruction en 2006 entre les populations âgées et les populations jeunes - les premières étant moins éduquées que les secondes -, permettent pendant la projection un accroissement des niveaux d'édu-

cation par le simple mécanisme de la mortalité et du remplacement automatique des générations.

– Le scénario « objectifs » met en œuvre des objectifs en termes de réduction de la fécondité – l'ISF atteignant 2,1 en 2017 – et d'augmentation des niveaux de scolarité selon les Objectifs du Millénaire pour le Développement, offrant à tous les garçons et filles les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires d'ici à 2015, tout en garantissant l'égalité des genres aux niveaux supérieurs.

– Le scénario « tendances », fondé sur l'analyse rétrospective, extrapole dans le futur les tendances récentes en matière de réduction de la fécondité et d'accroissement des taux de scolarité. Selon ces tendances, le taux de fécondité de remplacement sera atteint en 2031 et l'alphabétisation de tous les enfants de 5 à 9 ans en 2041.

Le premier résultat peut paraître pessimiste : quel que soit le scénario, la population totale augmentera rapidement dans les prochaines décennies. Elle atteindra environ 90 millions d'habitants d'ici à 2015 dans tous les scénarios, 128 millions selon le scénario « tendances » et 121 millions selon le scénario « objectifs » d'ici à 2051.

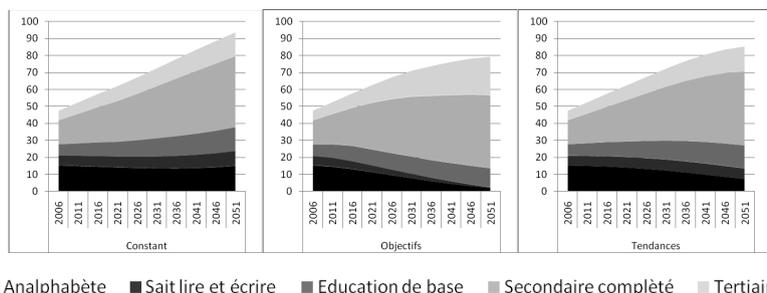
Cette population restera jeune au cours des 40 prochaines années, bien que le taux de dépendance des personnes âgées de plus de 65 ans (par rapport à la population en âge de travailler) augmentera considérablement, surtout après 2030 quand il passera de 10 % à environ 20 % selon les scénarios « tendances » et « objectifs ». Mais parallèlement, le taux de dépendance des moins de 15 ans par rapport à la population en âge de travailler, s'abaissera de 55 % en 2006 à 30-32 % en 2051. Cet abaissement sera bénéfique et entraînera la baisse du ratio de dépendance démographique – le rapport du nombre d'inactifs (de moins de 15 ans et de plus de 65 ans) à la population en âge de travailler – au cours des 20 à 30 prochaines années jusqu'au milieu du 21^e siècle quel que soit le scénario.

La population en âge de travailler (15-64 ans) qui comptait 47 millions de personnes en 2006 sera de 67 millions en 2026, quel que soit le scénario. En 2051, elle s'élèvera à 79 millions, selon le scénario « objectifs » et à 85 millions, selon le scénario « tendances » (tableau 5 et figure 2). Pour autant, cette abondante population active favorisera-t-elle le développement et la réussite économique ? La fenêtre démographique d'opportunité se réalisera rapidement dans le cas du scénario « objectifs », entre 2016 et 2036 si la baisse de la fécondité est rapide, mais elle se produira 20 ans plus tard et pour une période plus restreinte (2036-2051) si elle est plus lente. Toutefois, comme indiqué

plus haut, cela ne se produira que si la population en âge de travailler a les compétences adaptées pour participer et contribuer au développement, ce qui est loin d'être garanti. En outre, la population en âge de travailler sera très jeune, donc manquant encore d'expérience professionnelle. En 2006, 33 % de la population en âge de travailler faisait partie du groupe d'âge des 15-24 ans. Bien que la part de la population jeune puisse diminuer lentement jusqu'en 2016 et plus rapidement par la suite, elle sera toujours de plus de 26 % en 2026 (scénarios « tendances » et « objectifs ») et de 21 % en 2051. Cela implique la nécessité pour le marché du travail d'être en mesure de fournir suffisamment d'emplois pour les nouveaux entrants et de les former de manière conséquente pour qu'ils soient un apport plutôt qu'une charge pour l'économie nationale.

Malgré certaines variations qu'ils font apparaître entre eux, les différents scénarios révèlent certains traits communs en termes de niveau d'instruction de la population active. Ainsi, la proportion des personnes en âge de travailler ayant peu ou pas d'éducation diminuera en raison des efforts passés et de la propagation de l'éducation dans tous les groupes d'âge. Selon le scénario constant qui est bâti sur l'hypothèse d'une inscription scolaire à son niveau actuel, la proportion de personnes analphabètes dans la population en âge de travailler diminuera de 32% en 2006 à 16 % en 2051. Même dans le scénario le plus optimiste (« objectifs »), la population ne sera pas à 100 % alphabétisée avant 2051. Pareillement, la proportion de la population ayant une instruction secondaire ou supérieure augmentera dans le scénario « constant » en raison des investissements passés, de 41% en 2006 à 60 % en 2051 et cette augmentation se produira principalement pour l'enseignement secondaire. Quant aux progrès au sein de l'enseignement supérieur, ils seront plus modestes : leur part augmenterait de 12 % en 2006 à 15 % en 2051 selon le scénario « constant ». Selon les scénarios « objectifs » et « tendances », la population ayant une éducation secondaire atteindrait respectivement 55 % et 51 % en 2051, et 28 % et 17 % pour celle ayant fait des études supérieures.

Figure 2. Population (en millions) âgée de 15-64 ans selon le niveau d'instruction, 2006-2051, scénarios « constant », « objectifs » et « tendances »



Dimension plus inquiétante, l'écart entre les sexes, qui remet en question la pleine participation des femmes dans la société, ne serait même pas complètement refermé en 2051, si la tendance devait se poursuivre. Il est particulièrement important dans la catégorie des analphabètes où 11 % de la population féminine en âge de travailler serait encore analphabète à cet horizon. L'écart entre les sexes est également perceptible dans le tertiaire où la vitesse d'accroissement des taux de scolarité à ce niveau ne permettrait pas aux femmes de « rattraper » les hommes. Ce n'est que dans le scénario « objectifs » que la plupart des écarts entre les niveaux d'instruction des hommes et des femmes disparaîtraient.

Tableau 5. Part de la population en âge de travailler (15-64 ans) selon le sexe et le niveau d'instruction, 2006 et 2051, scénarios « constant », « objectifs » et « tendances »

| Années | Scénarios | Sexe | Niveau d'instruction (en pourcentage) | | | | |
|--------|-----------|--------|---------------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-----------|
| | | | Analphabète | Sait lire et écrire | Education de base | Secondaire complète | tertiaire |
| 2006 | | Hommes | 23,4 | 14,7 | 15,6 | 32,3 | 14,0 |
| | | Femmes | 41,4 | 9,5 | 12,4 | 27,5 | 9,1 |
| | | Total | 32,4 | 12,1 | 14,0 | 29,9 | 11,6 |
| 2051 | Constant | Hommes | 11,2 | 10,1 | 16,8 | 44,5 | 17,4 |
| | | Femmes | 20,9 | 8,3 | 13,3 | 44,9 | 12,6 |
| | | Total | 16,2 | 9,2 | 15,0 | 44,7 | 14,9 |
| | Objectifs | Hommes | 1,6 | 0,6 | 14,3 | 55,3 | 28,2 |
| | | Femmes | 3,5 | 0,7 | 13,8 | 53,8 | 28,2 |
| | | Total | 2,6 | 0,6 | 14,0 | 54,5 | 28,2 |
| | Tendances | Hommes | 5,8 | 7,3 | 17,7 | 49,6 | 19,5 |
| | | Femmes | 11,4 | 7,3 | 14,0 | 52,3 | 15,0 |
| | | Total | 8,7 | 7,3 | 15,8 | 51,0 | 17,2 |

Face à la croissance programmée de sa population active et instruite, l'Égypte va devoir adopter un mode de développement en mesure de l'absorber. Si le pays échoue, il aura à faire face à deux risques majeurs : l'instabilité politique et/ou le piège de la pauvreté, un mécanisme d'auto-renforcement qui entraîne une pauvreté persistante et cyclique si des mesures ne sont pas prises pour briser le cycle.

Tel le sphinx du plateau de Giza, l'Égypte n'a pas révélé toutes ses énigmes, sur sa démographie notamment. Pourquoi cette forte fécondité qui se maintient envers et contre tous : les pouvoirs politiques ou les autorités religieuses d'El Azhar par exemple ? L'islam ? L'islamisme ? Ce sont des arguments faibles au vu des performances de nombreux pays arabes et musulmans en matière de transition démographique. Le retour du conservatisme, avec le retour des émigrés de la péninsule Arabique ? La rente ? Ce sont là des pistes d'explication plus prometteuses mais peu appréhendées. Au total, cette forte croissance démographique avec un potentiel aussi restreint pose un problème théorique. Si nous ne nions pas le fait que le niveau de vie et la qualité de vie auraient été bien meilleures, si l'Égypte avait suivi les pistes tracées de la politique démographique sous Nasser, nous sommes toutefois obligées de reconnaître que contrairement à la théorie malthusienne qui pose des contraintes quasi-physiques à la croissance de la population, l'Égypte (à rebours des pays densément peuplés d'Asie : Bangladesh, Java) montre qu'il n'y a pas de contraintes physiques insoutenables et que la population pourra augmenter avec un niveau de vie qui s'améliore, vaille que vaille, sans que nous ne puissions entrevoir de limites à cette croissance, que d'aucuns qualifieraient de démesurée.

Remerciements

Cet article se base en partie sur des travaux effectués entre 2004 et 2007 par les auteures en collaboration avec Wolfgang Lutz et Isolde Prommer (Voir Goujon et al. 2007 dans les références). Nous remercions Youssef Courbage pour ses commentaires. ■

Notes

1. Les estimations varient substantiellement, par exemple 84 millions selon les Nations Unies, 80 millions selon le US Census Bureau (USCB).
2. C'est le cas notamment des projections du USCB, www.census.gov/ipc/www/idb/informationGateway.php, consulté le 14/9/2010.
3. Courbage, Y. (1994), L'imprévisible fécondité égyptienne, *Population* 49 (1):

- 212-222 ; Courbage, Y. (1994), La politique démographique en Egypte et son évaluation. Que nous apprennent les enquêtes récentes ? *Population* 49 (4/5) : 1041-1055.
4. Banque Mondiale (2008), *The Road Not Traveled: Education Reform in the Middle East and North Africa*, MENA Development Report, The International Bank for Reconstruction and Development, The World Bank, Washington, D.C.
5. Radwan, S. (1997), *Towards full employment: Egypt into the 21st century*, Distinguished lecture series 10, The Egyptian Centre for Economic Studies, Cairo; World Economic Forum (2010), *The global competitiveness report 2010-2011*, World Economic Forum, Geneva.
6. Fawzy, S. (2002), *Investment policies and the unemployment problem in Egypt*, Working Paper No. 68, The Egyptian Center for Economic Studies, Cairo; Banque Mondiale (1997), *Egypt in the Global Economy: Strategic Choices for Savings, Investments, and Long-term Growth*, World Bank, Washington, D.C.
7. PNUD (2010), *Egypt Human Development Report 2010*, United Nations Development Programme, and the Institute of National Planning, Cairo.
8. Birdsall, N. and J. L. Londoño (1997), *Inequality and human capital accumulation in Latin America (with some lessons for Egypt)*, Distinguished Lecture Series 7, The Egyptian Centre for Economic Studies, Cairo.
9. Selon, Ayman Zohry, www.migration4development.org/content/impact-economic-crisis-egyptian-migration-and-egyptians-abroad [consulté le 15/09/2010]
10. Zahir, D. E. D., K. H. Bayoumy, A. El Shukhebi, and M. A. Kader (2006), *Education Finance in Egypt*, Working group on finance and education of the association for the development of education in Africa (ADEA) and the Council for the development of social science research in Africa (CODESRIA), Dakar.
11. CDC (2003), *Urbanization in Egypt: Demographic, Social and Economic Aspects*, Papers on the Demography of Egypt, No.8, Cairo Demographic Center, Cairo.
12. Au delà des problèmes liés à la faiblesse des statistiques de l'état-civil ou des problèmes d'échantillonnage des enquêtes DHS. Voir notamment Courbage Y. et P. Fargues (1992), *L'avenir démographique de la rive sud de la Méditerranée, Algérie, Egypte, Maroc, Syrie, Turquie, Tunisie*, Document de Travail, Plan Bleu, et Courbage, Y. (1994), *L'imprévisible fécondité égyptienne*, *Population* 49 (1): 212-222.
13. Fargues, P. (1997), *State policies and the birth rate in Egypt: From socialism to liberalism*, *Population and Development Review*, 23, 115-138.
14. *Enquêtes démographiques et de santé (en anglais, Demographic and Health Surveys)*.
15. Eltigani, E. E. (2003), *Stalled fertility decline in Egypt, why?* *Population and Environment*, 25(1), 41-59; Engelhardt, H. (2005), *Recent trends and components of change in fertility in Egypt*, Interim Report IR-05-024, International Institute for Applied Systems Analysis, Laxenburg; El-Zanaty, F. and A. A. Way (2004), *Egypt interim demographic and health survey 2003*, Ministry of Health and Population, National Population Council, El-Zanaty and Associates, Cairo, and ORC Macro.
16. Fargues (1997) *Ibid* Note 15; Nations Unies (2009), *World population prospects: The 2008 revision*. United Nations Population Division, New York; USCB (2010), *International data base*, U.S. Census Bureau, Washington.
17. Jejeebhoy, S. J. (1995), *Women's education, autonomy, and reproductive behaviour: Experiences from developing countries*, Clarendon Press, Oxford.
18. CDC (2006), *Exploring reasons for the relatively high fertility of educated women in Egypt*, Cairo Demographic Center, Cairo.
19. Recensements et CDC (2003), *Population of Egypt in the 20th century*, Cairo Demographic Center, Cairo.
20. *Ibid* note 9.
21. *Ibid* note 9.
22. *Ibid* note 11.
23. Cette section est fondée sur des projections de population dites multi-états par niveau d'éducation, c'est-à-dire qu'elles prennent en compte les caractéristiques

Population et capital humain en Egypte à l'horizon 2050

éducatives de la population en plus de l'âge et du sexe qui sont les paramètres habituels des projections de population. Les projections sont réalisées de 1996 à 2051. Les résultats pour 2006 ont été comparés favorablement aux résultats du recensement et servent pour l'analyse d'année de base. La méthodologie ainsi que des tableaux détaillés quant aux hypothèses et aux résultats sont disponibles dans Goujon *et al.* (2007) et téléchargeables ici [/www.iiasa.ac.at/Admin/PUB/Documents/IR-07-010.pdf](http://www.iiasa.ac.at/Admin/PUB/Documents/IR-07-010.pdf) [consulté 14 septembre 2010].